

# Fonds d'Economies d'Energie

## Retours d'expérience



Sandrine de Ternay – responsable des finances

19 décembre 2023



## Phase 0 de lancement – mi 2019

### Albertville : pourquoi un fonds intracting ?



- 20 000 hab.
- 90 bâtiments publics (13 écoles)
- 5 900 m2 chauffés
- 3 950 points d'éclairage public
- 9 600 MWh consommés par an
- Soit 486 kWh / hab.
- Un CTM énergie qui suit les fluides en détail depuis 25 ans
- Une priorité définie en 2018 : le « plan écoles » pour les 6 groupes scolaires

#### La part de l'énergie :

- 1,418 M€ en 2018
- 29 % du chap.011, 7 % des DRF
- = 62,5 € / hab. contre ratio 58 €

#### Des spécificités locales qui font de l'énergie notre 1<sup>er</sup> poste de charges après le personnel :

- un environnement alpin et donc des besoins importants en énergie, en hiver et à présent aussi en été
- un patrimoine important, héritage historique et JO 1992
- des marges financières limitées (charges de centralité, dette importante, peu de ressources)

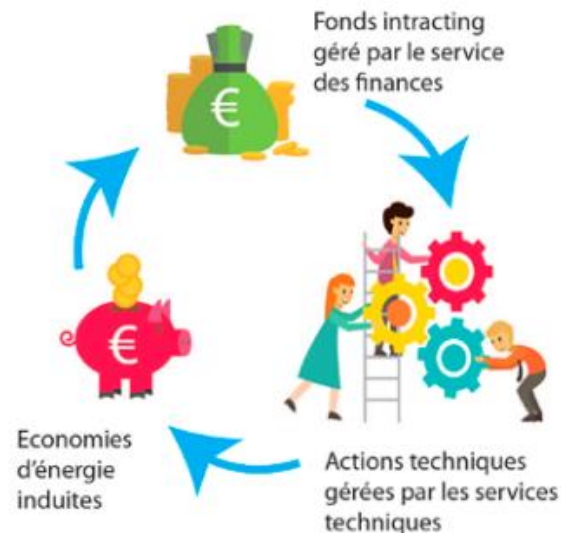
#### Une volonté d'action en faveur de la TRE et des atouts :

- des données de consommation détaillées depuis 25 ans
- un plan stratégique de TRE : des actions évaluées techniquement, priorisées, chiffrées
- une action prioritaire : le plan école

# Création du fonds en 2019



- Une évidence : Il est long et complexe de mettre en place des opérations lourdes
- Une piste : l'intracring pour accélérer le passage à l'acte
- Courant 2019 (vote BS), introduction d'un fonds intracring pour des mesures d'économie d'énergie dans le budget d'investissement = 113 610 €
  - Pour agir sans attendre, y compris par des « petits pas »,
  - plus vite car par nos propres moyens
- Et générer un cercle vertueux de frugalité :
  - fonds géré exclusivement en interne,
  - alimenté (notamment) par l'épargne générée



# Le lancement d'un fonds revolving



- **Le choix de l'intracring a résulté pour Albertville de la conjonction :**
  - d'une volonté d'action politique en faveur de la transition énergétique
  - du constat partagé (élus et services) d'une obligation de faire des économies d'énergie pour dégager de la marge de manœuvre financière et politique
  - d'atouts techniques (base de données historique, audits et plans d'action, RH...)
- **Mais aussi de l'absence de solutions alternatives pour générer aussi vite des économies d'énergie, dans ce qui nous apparaissait comme prioritaire**
- **Et des attrait d'un outil volontariste, simple souple, autonome :**
  - *pour les élus* : on en fait « ce que l'on veut », donc on peut l'arrêter ou le moduler. L'outil n'effraie pas et se comprend aisément. Nous n'avons pas rencontré d'obstacle politique
  - *pour l'administration* : une fois engagé le process est « protégé » par le bénéfice qu'il génère en matière d'épargne et l'on peut s'inscrire dans le temps long. Comment expliquer que l'on ne poursuivrait plus ces objectifs, que ce soit financièrement et/ou pour le climat ?

# La 1ère enveloppe budgétaire



## ► Notre première enveloppe :

- Tisse un lien pédagogique avec notre histoire interne :
  - recherche d'un lien évident entre les efforts de sobriété déjà réalisés et le montant du fonds
  - sont retenues les économies réalisées en 2018 (les plus significatives, les plus récentes, portent sur l'ensemble des fluides), après étude rétrospective sur 4 ans
  - **volumes économies en 2018 x prix de l'énergie en 2019 = 113 610 €**
- Somme suffisante pour agir en phase expérimentale, et qui n'effraie pas :
  - ne bouleverse pas les équilibres budgétaires
  - ne menace pas les investissements déjà inscrits au PPI
  - ne braque pas contre le dispositif des élus à la recherche de financements pour d'autres projets non encore totalement validés

## ► D'autres options sont possibles, qui dépendent de la volonté politique, de la capacité d'épargne, des équilibres internes

- Somme forfaitaire initiale, recours à un prêt externe pour doper le lancement...

# Le mode de gestion budgétaire



- Au BS 2019, ouverture d'une **ligne d'investissement** appelée « intracting pour des mesures d'économie d'énergie » au BS 2019 = **8 % du crédit des dépenses d'énergie**
- *Simplicité et souplesse de la démarche :*
  - Le crédit est une ligne budgétaire classique
  - rattachée au gestionnaire finances
  - sur un chapitre 21 - fonction 020
  - Il est autofinancé par le virement de la section de fonctionnement
  - Ce qui est possible puisque nous avons fait des économies d'énergie, nous profitons des excédents reportés, mais aussi et surtout parce que nous avons choisi de faire cet investissement pour aller vers plus de sobriété...et donc plus de capacité d'action
  - Il fait l'objet d'affectations successives aux gestionnaires une fois les actions validées, par virement de crédit.
  - Les actions « intracting » sont alors codifiées comptablement et analytiquement comme toutes les autres
- Le suivi du fonds / son bilan sont réalisés à l'aide d'outils (tableurs) hors budget

# Le mode de gestion budgétaire



## ► La gestion budgétaire : d'autres options sont possibles :

- Possibilité de mixer investissement et fonctionnement selon les actions envisagées :
  - souplesse offerte par un suivi détaillé en extra-budgétaire
  - une ligne dédiée peut être ouverte dans chaque section du budget
  - la répartition du budget par gestionnaire et la ventilation analytique des opérations facilitent les recherches en comptabilité
- Gestion à travers des outils budgétaires (opération d'équipement, voire AP/CP) :
  - En ayant à l'esprit que ce qui fait la force de l'outil, surtout en phase d'expérimentation, c'est sa simplicité et sa souplesse
  - et que l'outil présente de telles opportunités d'évolution, pas évidentes à cerner au lancement, qu'il peut être préférable de faire simple au démarrage
  - Nous n'y songeons qu'en phase de consolidation sur Albertville, avec surtout le souci d'automatiser et fiabiliser la gestion extra-budgétaire

## Phase 1 d'expérimentation - 2020-2021

### Les mesures financées – règles d'éligibilité



- Le but étant d'accélérer la TRE, primauté aux actions prêtes à être mises en œuvre et les plus impactantes possible en termes de sobriété énergétique :
  - Démontrer la capacité à générer des économies / **impact écologique**
  - Générer les économies les plus larges et rapides possible / **impact financier**
  - TRI courts pour ne pas obérer de futurs investissements / **effet multiplicateur**
- Un principe directeur = être souple pour favoriser l'action mais ne pas se contenter de verdir le discours :
  - L'action ne doit pas déjà figurer au PPI / **développement tangible de l'effort de TRE**
  - L'action peut être une **dépense d'investissement ou de fonctionnement**
  - **Toutes les énergies y compris l'eau**
  - L'intacting est une brique parmi d'autres de la politique de TREE

# Les mesures financées – leur sélection



## ► Le process – à chacun son expertise :

- *Gestionnaires de la DST* : Proposition des actions de sobriété et argumentation des gains induits
- *CTM énergie* :
  - vérification du respect des règles d'éligibilité, du calcul des économies générées et donc du rythme de remboursement du fonds,
  - Priorisation / planification des actions eu égard aux ressources annuelles
- *Finances* :
  - validation de l'éligibilité par la direction des finances (notamment au regard du PPI et du budget disponible),
  - affectation des fonds aux gestionnaires et suivi financier du fonds
- *Elu (en charge de l'énergie voire le maire selon l'importance du projet)* :
  - arbitrage final des actions financées
  - et de la quotité de fonds qui leur est affectée

# Les mesures financées – le calcul des remboursements



## ➤ Recours à l'expertise des services, $\pm$ recours à des ratios métiers :

- Ne pas consommer en RH ou prestations externes ce que l'on espère gagner en sobriété énergétique
- Prendre collectivement conscience (élus et services) que nos agents ont de l'expertise
- Tenir compte de la réalité (limites) de nos ressources RH et finances

## ➤ Choix de la simplicité de la formule de calcul :

- Le bénéfice de l'action prime au final sur la véracité du calcul : même moins performante que prévue, une action de sobriété vaut mieux que l'inaction
- Nous corrigeons les éventuelles erreurs de calcul en intégrant les évolutions globales des consommations d'énergie lors de la détermination des ressources annuelles du fonds. A minima, les finances sont préservées
- D'autres options sont possibles en fonction des ressources et choix de gouvernance de la collectivité

# Les mesures financées – exemples

## ➡ 2020-003 isolation de la toiture du bâtiment du CTM :



28 947 €

### Evaluation des économies induites :

= - 11 794 kWh / an = 40 %

= - 1 757 € / an d'électricité

### Financement par le fonds :

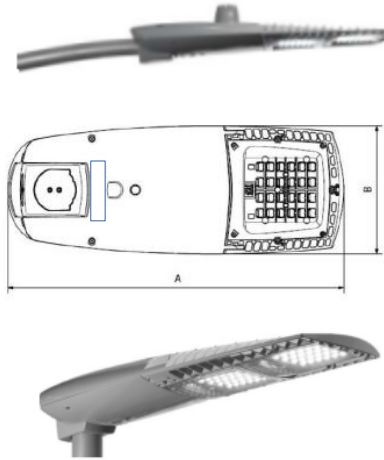
28 947 € = 100 % du besoin

TRI = 16,5 ans

- ➡ TRI long mais dépense qui n'était jamais priorisée
- ➡ Permet d'améliorer aussi le confort des services et de les remercier pour les efforts accomplis pendant les confinements, plus largement pour leur implication dans la TREE
- ➡ 1ère action financée par l'intracring dans le bâtimentaire

# Les mesures financées – exemples

## ➡ 2019-002 remplace de 87 lampes d'éclairage public par des LEDS dans 2 rues (2 % du parc)



Evaluation des économies induites :

= - 73 195 Kwh / an d'électricité = 76 %

= - 7 412 € / an (0,101 € / KWh en 2019)

= - 45 120 € bénéfice net après 10 ans

Financement par le fonds :

29 000 € = 100 % besoin

TRI de 4 ans

Poursuite de l'alimentation du fonds  
ensuite (20 ans de durée de vie)



Accélération de la mise en œuvre de ce programme

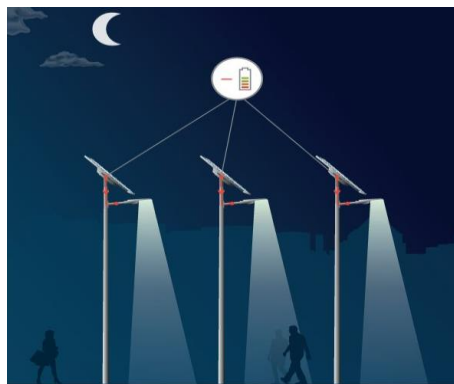
Action facile pour l'année de lancement du fonds, avec un besoin pré-identifié mais non encore budgété

# Les mesures financées – exemples

## ➡ 2019-004 choix de la technologie LED solaire pour l'éclairage d'un parking :



30 787 €



### Evaluation des économies induites :

- = - 3 994 Kwh / an d'électricité
- = - 423 € / an d'électricité
- 125 € / an de maintenance
- = - 10 956 € pendant 20 ans de durée de vie

### Financement par le fonds :

10 956 € = 36 % besoin = hypothèse d'économie  
TRI de 20 ans = durée de vie prévisionnelle

- ➡ TRI long mais équipement nécessaire alors que non budgété
- ➡ Accélère le développement des ENR en expérimentation. Valorise la capacité d'innovation des services techniques

# Les mesures financées – exemples

## ➔ 2019-001 remplacement d'un camion ancien et polluant par un plus sobre :



28 ans / 15 ans d'amortissement  
Conso carburant 28 l / 100 km  
0 € VNC  
D'importants frais annuels de réparation et entretien

### Evaluation des économies induites :

Economie de 13 l carburant / 100 km  
= - (10 000 km / 100 ) x (13 l x 1,45 € en 2019)  
= - 1 885 € / an de consommation



Conso 15 l / 100 km  
Prévu pour 10 000 km / an  
Durée de vie résiduelle 14 ans  
Achat 90 000 €  
Jamais budgété car jugé trop coûteux

### Financement par le fonds :

1 885 € par an x 14 ans durée de vie = 26 390 €  
soit 29 % besoin  
TRI de 14 ans

- ➔ TRI long mais équipement essentiel au service de déneigement, et fort impact pédagogique (parc auto vétuste et polluant). Fin de l'inaction due au manque de financement et encouragement des services qui s'engagent en faveur de la sobriété
- ➔ Gains parallèles sur les coûts d'entretien non intégrés dans la gestion du fonds pour l'heure

# Les mesures financées – exemples

## ➔ 2019-003 remplacement d'un achat de VL par 2 VAE :



Demande d'achat budgétée pour  
20 400 € en 2019  
Prévue pour 5 000 km / an

### Evaluation des économies induites :

= - 2 850 € / an de carburant

= - 14 250 € sur 5 ans

= - 16 802 € de budget d'équipement



Remplacement par 2 VAE  
Achat de 3 598 €  
0,57 € / km de conso électrique  
Durée de vie de 5 ans

### Financement par le fonds :

3 598 € = 100 % besoin

TRI de 15 mois

Poursuite de l'alimentation du fonds  
ensuite



TRI très court



Engagement fort des services, qui se privent d'un élément de confort. Pari gagné !



Action qui sera suivi de plusieurs autres en faveur de l'équipement en vélo des services

# Les mesures financées – exemples

## ➔ 2019-005 installation de robinets à bouton poussoir sur les bassins publics des villages :



Branchements sauvages en période de canicule (arrosage, lavage des voitures...)  
10 bassins concernés

### Evaluation des économies induites :

= - 930 m<sup>3</sup> / an d'eau potable  
= 2 % de la consommation de la ville  
= - 1 144 € / an



10 robinets  
705 €

### Financing par le fonds :

705 € = 100 % besoin  
TRI de 7 mois  
Poursuite de l'alimentation du fonds ensuite

- ➔ TRI très court
- ➔ Fort impact éducatif (économiser de l'eau potable, réduire les dépenses communales, implication des habitants après une mission pédagogique de la police et du CTM)

# Les mesures financées – bilan par énergie

Mi-2019 à fin octobre 2023

Y compris 2020-2021 covid-19

29 conventions intracting

## Electricité



Relamping de 13 locaux  
197 K€ / TRI 1- 10 ans / Fin inaction



Actions pour une meilleure isolation  
extérieure de 6 bâtiments  
215 K€ / TRI 9-30 ans / Fin inaction

PAC

Pompe à chaleur dans 2 bâtiments  
60 K€ / TRI 4-10 ans / Fin inaction

## Eclairage public



Changement progressif des lampes  
d'éclairage public en LEDS  
195 K€ - TRI 2-11 ans / Accélération  
PPI



Technologie led solaire pour un parking  
et un city park  
16 K€ / TRI 1 et 20 ans / Innovation



Installation d'horloges astronomiques  
33 K€ / TRI 2 ans / Accélération PPI

## Carburant



Remplacement camion hors d'âge  
26 K€ / TRI 14 ans / Fin inaction



Achat de VAE pour les services en lieu  
et place d'un nouveau VL  
6 K€ / TRI 10 mois / Changt pratiques



Remplacement par des outils moins  
énergivores pour espaces verts  
7 K€ / TRI 20 mois / Changt pratiques

## Eau



10 boutons poussoir pour stopper les  
branchement sauvages sur les bassins  
publics dans les villages (eau potable)  
600 € / TRI 6 mois / Changt pratiques  
et pédagogie auprès des habitants



2 cuves de stockage d'eau  
7,5 K€ / TRI 7 ans / Changt pratiques

# Les mesures financées – au-delà des règles, une approche pragmatique



## ➡ Analyse pragmatique des règles d'éligibilité :

### • **Priorité à l'action sur le respect du cadre en phase de lancement :**

- donc des actions à TRI long sont retenues car elles sont prêtes à être mises en œuvre et contribuent à la TRE, embarquent des élus et services
- ne pas être trop sélectifs au début pour consommer l'enveloppe le plus rapidement possible, surtout si un plan d'action n'est pas immédiatement disponible
- Important d'**embarquer le plus de gestionnaires possible** – donc des actions non totalement éligibles sont retenues. Elles sont alors financées partiellement
- **Tous les domaines de l'énergie** sont progressivement couverts, dont l'eau

## ➡ Absence de propositions d'action en fonctionnement, par manque de maturité

## ➡ De bonnes (et inattendues) surprises :



- Des actions innovantes / expérimentales sont soumises – **Booste l'innovation**
- Les services vont jusqu'à « sacrifier » leur confort. La solution est validée !

# La formalisation par conventions



## ➡ Signature des 1ères conventions :

- C'est sérieux ! Donc il faut poser le cadre (REX de Stuttgart)
- Une 1ère réunion symbolique en présence de l'élu en charge de l'énergie, preuve de l'appui politique – avec un dossier de presse
- Avec DGS – DST (bureau d'études et CTM) – finances, pour souligner l'importance d'une approche holistique
- Susciter l'envie des principaux gestionnaires techniques d'embarquer dans le dispositif
- En phase d'expérimentation nous n'associons pas d'autres services que la DST



VILLE D'ALBERTVILLE  
32, COUR DES CHATEAUX DE VILLE - CS 80204  
73007 ALBERTVILLE CEDEX  
TEL. +33(0)4 79 10 45 00  
FAX. +33(0)4 79 10 45 09

CONVENTION POUR L'UTILISATION  
DU FONDS INTRACTING POUR DES  
MESURES D'ÉCONOMIE D'ÉNERGIE

Mesure 2023-009  
remplacement des menuiseries de la  
salle d'activités à l'école maternelle  
Plaine de Conflans

ENTRE

Le service des finances,  
et  
La direction des services techniques - centre technique municipal - service de l'énergie,  
et  
La direction des services techniques - centre technique municipal - service Bâtiments, service  
gestionnaire de la mesure,  
pour la mise à disposition de fonds pour des mesures d'économie d'énergie



- Ville d'Albertville

**DOSSIER  
DE  
PRÉSENTATION**

**FONDS D'INTRACTING**  
Une démarche innovante pour financer  
les économies d'énergie.



# Les apports organisationnels



## ➡ De bonnes (et parfois inattendues) surprises :

- Tous les services impliqués dans la gestion du fonds voient leur **expertise et capacité d'innovation** mises en lumière
- Leur implication augmente et leurs propositions sont de plus en plus **innovantes**
  - Tests de nouvelles solutions techniques
  - Projets de rénovation thermique des bâtiments revisités avec plus de performance énergétique
  - Introduction de nouveaux outils financiers (boost du fonds intracting)
- Un vrai **partenariat « DST et finances »** se met en place au service de la TRE, chacun œuvre pour faciliter le passage à l'acte

## Phase 2 de développement - 2022-2023

### Ca marche – On « booste » le fonds



- Crise sanitaire et crise énergétique en 2020-2021 : réduire le coût de la consommation est un objectif ultra prioritaire
- La solution avec le fonds intracting : augmenter ses ressources au-delà du seul remboursement des actions qu'il finance
- Ces ressources doivent être nouvelles pour ne pas obérer la marge budgétaire :
  - Mise en place d'un amortissement facultatif des travaux de rénovation thermique des bâtiments (24 K€ en 2023) qui alimente le fonds / **préparer l'avenir**
  - Affecter le nouveau produit de la TCCFE en 2022, instituée pour financer la TRE - « **effet boost** » (365 000 € en année pleine) **et signal politique** (ne pas dévoyer l'usage de la ressource)
  - Affecter les autres produits induits par la gestion de l'énergie (CEE avec un nouveau partenariat avec le SDES, actions en recouvrement de sur-facturation EDF,...) / **accélérer encore**

# Ca marche – On « booste » le fonds



	2019	2020	2021	2022	TOTAL 2019-2022	2023
<b>Alimentation de l'intracring :</b>	<b>113 610 €</b>	<b>181 114 €</b>	<b>167 056 €</b>	<b>195 309 €</b>	<b>657 089 €</b>	<b>562 724 €</b>
<b>Recettes induites par les mesures financées n-1 :</b>		<b>25 892 €</b>	<b>30 967 €</b>	<b>50 373 €</b>	<b>107 232 €</b>	<b>83 777 €</b>
Economies NRJ des mesures financées n-1 :		3 892 €	19 080 €	36 877 €	59 849 €	60 107 €
Retrait d'un achat de véhicule (2019-003)		22 000 €			22 000 €	
FCTVA des dépenses financées en n+2			11 887 €	13 496 €	25 383 €	23 670 €
<b>Autres économies de consommation n-1 :</b>	<b>113 610 €</b>	<b>130 076 €</b>	<b>108 716 €</b>	<b>-22 222 €</b>	<b>330 180 €</b>	<b>85 836 €</b>
<b>Autres recettes affectées au fonds intracring :</b>		<b>3 156 €</b>	<b>5 383 €</b>	<b>144 044 €</b>	<b>152 583 €</b>	<b>368 873 €</b>
Prod NEC solaire école mat Pargoud		3 156 €	2 412 €	1 132 €	6 700 €	3 835 €
Remboursement sur-facturation EDF			2 971 €		2 971 €	
TCCFE n-1 puis accise sur l'électricité				142 912 €	142 912 €	365 038 €
CEE						0 €
<b>Amortissements facultatifs, affectés au fonds :</b>		<b>21 990 €</b>	<b>21 990 €</b>	<b>23 114 €</b>	<b>67 094 €</b>	<b>24 239 €</b>
La Poste – ITE – menuiseries en 2017		7 774 €	7 774 €	7 774 €	23 322 €	7 774 €
Ecole maternelle VDR – isolation combles 2017		6 221 €	6 221 €	6 221 €	18 663 €	6 221 €
Ecole élémentaire CDM – isolation combles 2017		7 995 €	7 995 €	7 995 €	23 985 €	7 995 €
Bâtiment CTM – menuiseries				1 124 €	1 124 €	2 249 €

# Formalisation par conventions - T2



## ➡ Poursuite du conventionnement :

- Cela reste sérieux ! On garde le cadre et on l'améliore :
  - Indication des durées de vie attendues des équipements, puisque le remboursement se poursuit sur toute cette durée
  - Si la durée de vie change, le calcul du remboursement est réajusté (impact en n+1)
  - Indication de la date de démarrage de la mesure pour le calcul prorata temporis du remboursement
- Important de garder la mémoire car certaines actions ont un temps d'impact / TRI long, donc les conventions sont archivées sur un dossier informatique commun
- Sur la base d'une trame validée DST - finances, leur rédaction est confiée au CTM énergie, qui fait le 1<sup>er</sup> arbitrage entre les propositions d'actions (et les suscite)
- Le circuit de signature des conventions est simplifié passé la réunion de lancement (circulation par courrier interne pour l'heure)

# Bilan – vers la phase 3 de consolidation

## Montée en charge et besoin de planification



Tableau de bord début nov 2023

	2019	REALISE 2019-2022	2023	2024	2025	2026
Ressources N pour le fonds	113 610 €	657 089 €	562 725 €	550 206 €	622 850 €	588 402 €
Report du disponible historique en N (BS)			207 301 €	456 324 €	1 006 530 €	1 629 379 €
Fonds d'investissement disponible pour N	113 610 €	657 089 €	770 026 €	1 006 530 €	1 629 379 €	2 217 781 €
Investissements réalisés en N	70 463 €	449 788 €	313 702 €			
Solde intracting disponible au 31 décembre N	43 147 €	207 301 €	456 324 €	1 006 530 €	1 629 379 €	2 217 781 €

	Actions financées 2019-2023	NRJ économisée / an (valeur 2023)	Economies induites 2019-2022	Economies calculées pour 2023	Economies calculées 2023-2026	Economies induites 2019-2026
Carburant	39 843 €	8 704 litres	23 380 €	13 836 €	49 375 €	72 755 €
Eclairage pub	227 315 €	448 427 kWh	53 505 €	58 133 €	291 665 €	345 170 €
Electricité	446 220 €	409 242 kWh	37 524 €	57 074 €	354 956 €	392 480 €
Gaz	42 000 €	26 200 kWh	0 €	306 €	7 124 €	7 124 €
Eau	8 112 €	1 390 m³	5 548 €	2 301 €	11 783 €	17 331 €
<b>TOTAL</b>	<b>763 490 €</b>		<b>119 956 €</b>	<b>131 650 €</b>	<b>714 903 €</b>	<b>834 860 €</b>

Notre dépense énergétique n'aura progressé que de +7,4 % entre 2018 et 2023

## Phase 3 de consolidation – à partir de 2024

### Les mesures financées - T2



- L'augmentation des ressources et leur prévisibilité permet de financer des projets plus lourds, il faut donc être proactifs :
  - Accroître la planification, prioriser les actions
    - Affiner le PPI et avoir un stock d'opérations prêtes à lancer - audits ciblés, études programmes, MOE, MGPE...
    - Fin d'un financement exclusif de « petits pas », l'intracring complète le plan de financement d'opérations lourdes
    - Accepter plus d'aléas dans la mise en œuvre donc bien se coordonner entre gestionnaires techniques et finances pour réaffecter les fonds si besoin
  - Revoir les critères d'éligibilité au fonds :
    - Réfléchir à des règles différentielles de TRI max entre opérations prioritaires et les autres, opérations innovantes et classiques,...
    - Définir quelle proportion de ressources conserver pour des « petits pas » (non encore épuisés et qui permettent d'embarquer le CTM)
    - S'interroger sur la proportion de ressources à allouer à des actions de sensibilisation

## Les mesures financées - T2



- Introduction d'une approche pluriannuelle du financement par le fonds pour certaines opérations (Plan école, PPI éclairage public, PPI toitures...) :
- Réserver des ressources par avance pour ces opérations dans des conventions pluriannuelles :
  - Vision pluriannuelle possible de la programmation de l'intracating puisque les remboursements des actions en cours sont connus et certains compléments de ressources aisément estimés (TCCFE...)
  - Articuler cette programmation de l'affectation du fonds avec :
    - le calendrier d'inscription des crédits budgétaires des opérations et du fonds
    - la planification des autres sources de financement de ces opérations
    - les outils budgétaires (crédits classiques, AP/CP, opérations d'équipement)
    - les actes de la commande publique et la comptabilisation des engagements induits
- Se doter d'outils renforcés de gestion du fonds

## Les mesures financées - T2



### ► Embarquer de nouveaux acteurs :

- *Vie associative* : créer les conditions d'un accord gagnant – gagnant / sobriété énergétique – calcul des subventions
- *Vie (péri)scolaire* : créer les conditions d'un accord gagnant – gagnant / sobriété énergétique – financement de projets

### ► Financer la définition des différentes briques de notre stratégie énergétique :

- Financement d'une mission d'assistance en 2023 pour les ENR, avec un remboursement qui sera calé en 2024 au vu du plan d'action

### ► Souhait politique d'étendre le principe du revolving à d'autres actions de TREE, selon une méthodologie à imaginer :

- Dans un 1<sup>er</sup> temps pour l'effort de protection / régénération de la forêt classée
- Introduire un mécanisme de compensation budgétaire de ces actions selon un cercle vertueux pour obtenir un effet revolving...non encore identifié

# Le calcul des remboursements - T2



- Grâce aux économies d'énergie précédentes et aux clauses avantageuses de ses marchés groupés d'achat d'énergie, pas de problématique « inflation » pour la ville jusqu'en 2023
  - Les calculs des remboursements annuels du fonds ont été actualisés chaque année de l'inflation / le **vrai bénéfice de l'action** est chiffré ainsi que le **calcul du coût de l'inaction**
  - Les ressources du fonds intracting sont corrigées des autres variations de consommation pour éviter la surchauffe budgétaire
- La question va se poser du maintien de la règle d'actualisation avec l'inflation persistante et soutenue :
  - *Choix politique et financier* : être volontariste en matière de TRE par autofinancement jusqu'à quel point ?
  - *Stratégie énergétique* : à définir courant 2024 avec un appui externe, pour élargir la palette d'actions, développer les ENR et attirer des fonds privés